

Cote du document: EB 2020/LOT/G.2
Date: 25 mars 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de don au titre du guichet mondial/régional au

Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF)

Projet – Pour une agriculture durable dans les paysages tropicaux d’Asie

Note à l’intention des représentants au Conseil d’administration

Responsables:

Questions techniques:

Fabrizio Bresciani
Économiste régional principal
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2098
courriel: f.bresciani@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 14.

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Plusieurs acheteurs internationaux ont manifesté la ferme volonté de s'approvisionner en produits de base auprès d'agriculteurs qui adoptent volontairement des normes de durabilité strictes. Le respect de ces normes s'avère toutefois coûteux pour la plupart des petits exploitants agricoles. Des plateformes de production durable et des partenariats multipartites axés sur des produits spécifiques ou sur des juridictions infranationales ont ainsi vu le jour, notamment en Asie, pour favoriser l'adoption de technologies et de pratiques de production appropriées. Citons, à ce titre, le Cocoa Sustainability Partnership (partenariat pour un cacao durable) et la Coalition for Sustainable Livelihoods (coalition pour des moyens d'existence durables). Par ailleurs, certaines autorités publiques de la région ont mis au point des normes volontaires de bonnes pratiques agricoles qui correspondent aux exigences plus générales du secteur, mais que les petits agriculteurs continuent d'avoir du mal à observer. Certaines autorités publiques envisagent même d'instaurer des normes de durabilité obligatoires, qui risquent d'exclure les petits exploitants agricoles du marché. Ainsi, l'Indonésie a promulgué des normes obligatoires pour le palmier à huile et compte adopter des initiatives semblables pour le cacao, le café et d'autres cultures commerciales.
2. Dans ce contexte, une solution consiste à combler le fossé entre les normes nationales et privées en recensant les technologies innovantes et les systèmes de traçabilité, en analysant minutieusement leurs coûts en matière de mise en conformité et en les comparant à ceux induits par une exclusion du marché ou par des dérogations. Les dispositifs de mise en commun des savoirs, les actions de plaidoyer et la concertation au moyen des plateformes multipartites existantes peuvent aider les pouvoirs publics à établir des politiques et des règles en vue de la transposition à plus grande échelle de pratiques inclusives et à honorer leurs engagements en matière de protection des ressources naturelles et de réduction des émissions de CO₂ issues de l'agriculture.
3. Une deuxième solution consiste à focaliser les systèmes et les normes de gestion durable non plus sur les exploitations agricoles, mais sur les paysages, et à déterminer quels sont les politiques et les mécanismes institutionnels à établir à des fins de conformité et de vérification. Cette évolution s'inscrit dans le droit fil des progrès scientifiques réalisés en matière de mesure et de suivi de la qualité de l'environnement et des services écosystémiques à l'échelle des paysages, grâce aux systèmes de suivi participatifs, et tient compte des coûts élevés auxquels font face les petits exploitants agricoles pour adopter ce type de systèmes et de normes de gestion durable. La conception de systèmes et de normes pour une gestion durable, participative et sur mesure pourrait induire des changements fondamentaux à grande échelle, car elle permettrait de développer des pratiques culturelles durables, tout en maintenant la compétitivité des systèmes agricoles des petits exploitants. À l'heure actuelle, la valeur commerciale de ces approches paysagères ne peut être abordée que de manière empirique. Étant donné le rôle que les organisations de producteurs, les associations locales de la société civile et les autorités publiques joueront dans la mise en œuvre de tels dispositifs, il sera nécessaire d'expérimenter et d'évaluer de nouveaux modes d'intervention et des programmes publics innovants.

4. Le projet est parfaitement conforme aux quatre objectifs de la Politique du FIDA en matière de dons (2015), à savoir la promotion des technologies, le renforcement des capacités institutionnelles et stratégiques, la mise en œuvre d'activités de plaidoyer et de participation à l'élaboration des politiques, ainsi que la production et l'échange des savoirs. Il vise en particulier à promouvoir le recours à des approches et à des technologies innovantes, utiles aux personnes pauvres et susceptibles d'être reproduites à plus grande échelle, à renforcer les capacités institutionnelles et stratégiques des partenaires, à intensifier la participation à l'élaboration des politiques et à générer et mettre en commun des connaissances¹. Les activités proposées concourent également à la réalisation des objectifs stratégiques globaux du FIDA: les composantes 1 et 3 contribueront à l'accomplissement des objectifs stratégiques 2 et 3, tandis que les composantes 2 et 4 participeront à l'objectif stratégique 1.
5. Le bénéficiaire a été directement choisi à l'issue d'une procédure de mise en concurrence au cours de laquelle une seule proposition a été reçue.

II. Le projet proposé

6. Le projet a pour but général de faire en sorte que les petits agriculteurs soient des entrepreneurs garants de l'environnement, qu'ils puissent compter sur des prestataires efficaces de services agricoles et qu'ils interviennent dans des conditions propices à l'émergence de filières durables en Asie. Ses objectifs sont les suivants: i) définir convenablement et mettre à profit des systèmes et des normes de gestion environnementale et sociale pour garantir un développement durable et un positionnement stratégique sur le marché mondial; ii) accroître la participation des petits agriculteurs à des filières fondées sur des produits de base durables dans les paysages cibles; iii) élargir les filières durables de produits de base en instaurant des conditions plus favorables grâce à la mobilisation des parties prenantes et des administrations locales; iv) favoriser l'intégration et l'efficacité de la gestion des savoirs.
7. Le groupe cible sera composé de 6 150 petits agriculteurs et microentreprises, petites et moyennes entreprises intervenant dans des paysages écologiquement sensibles d'Asie du Sud-Est où la culture du cacao et du palmier à huile sont les principales sources de revenus, d'emplois et de perspectives commerciales. Ces paysages se caractérisent par une mosaïque d'autres utilisations (cultures, forêts, voies navigables, habitations humaines, etc.). Le projet devrait également atteindre 26 351 petits agriculteurs supplémentaires grâce à la diffusion des bonnes pratiques et des technologies dans les collectivités avoisinantes. Enfin, par son approche factuelle de la gestion des savoirs, le projet ciblera aussi les décideurs politiques nationaux et locaux.
8. Le projet sera exécuté sur une période de cinq ans et comprendra les composantes suivantes: i) instaurer un cadre propice au renforcement des systèmes et des normes de gestion environnementale et sociale afin de transformer de façon durable, inclusive et globale les filières de produits de base des petits agriculteurs; ii) mettre à l'essai et évaluer des technologies durables, des systèmes ou des normes de gestion environnementale et sociale, ainsi que des dispositifs de traçabilité dans les paysages cibles; iii) établir des plans d'action pour la transposition à plus grande échelle et la généralisation des cultures produites de façon inclusive, durable et transparente par de petits agriculteurs; iv) coordonner les partenariats mondiaux et les activités de gestion des savoirs à des fins de sensibilisation, de reproduction et de transposition à plus grande échelle; v) gestion du projet.

¹ Voir le document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

III. Effets/produits escomptés

9. On attend de ce projet les effets suivants: i) la consolidation des cadres institutionnels, stratégiques et réglementaires pour favoriser une transformation durable, inclusive et globale des filières de produits de base des petits agriculteurs en mobilisant des investissements des secteurs public et privé; ii) l'adoption, par les petits agriculteurs, d'innovations et de technologies permettant d'établir des systèmes agricoles durables et adaptés à la demande mondiale; iii) l'instauration d'un cadre technique, réglementaire et stratégique plus propice au développement des filières de produits de base durables dans les paysages et les régions ciblées; iv) une gestion intégrée et efficace des savoirs.

IV. Modalités d'exécution

10. Le Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF)² a été choisi comme bénéficiaire direct du don. L'entité suivante sera à la fois sous-bénéficiaire et partenaire d'exécution dans les pays cibles: l'organisation Rainforest Alliance/UTZ. Un comité de pilotage et un comité consultatif technique seront mis sur pied. Le comité de pilotage pourrait être composé du CIRAF, de Mars Incorporated, de l'organisation Rainforest Alliance/UTZ et du FIDA (en qualité d'observateur). Le comité consultatif technique pourrait être constitué de la Coalition for Sustainable Livelihoods pour le palmier à huile en Indonésie et du Cocoa Sustainability Partnership pour le cacao en Indonésie et aux Philippines. Il pourrait également compter les membres suivants: les organismes publics de recherche et de développement; les ministères chargés de la planification et de la coordination; les représentants et directeurs des projets d'investissement du FIDA (le Projet relatif aux partenariats ruraux d'activités agroalimentaires en faveur de la croissance et du développement inclusifs et l'Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole); les directeurs de programme de pays du FIDA ou les chargés d'appui aux programmes de pays pour l'Indonésie et les Philippines.
11. Le bureau de pays du CIRAF assurera la liaison avec les partenaires d'exécution suivants pour chaque pays, produit de base et composante:

	Indonésie (Sumatra du Nord): palmier à huile	Indonésie (Aceh): palmier à huile	Indonésie (Sulawesi du Sud): cacao	Philippines (Mindanao): cacao
Composante 1	<u>Conservation International</u> et CIRAF Indonésie, CSL	<u>Conservation International et CIRAF Indonésie</u> , CSL	RA et CIRAF Indonésie, READSI, CSP	<u>RAPID Growth</u> et CIRAF Philippines, Conseil du cacao
Composante 2	<u>Conservation International</u> , CIRAF Indonésie	<u>Earthworm</u> , CIRAF Indonésie	RA, CIRAF Indonésie	<u>Triple 20 Foundation</u> , RAPID Growth et CIRAF Philippines
Composante 3	<u>CIRAF Indonésie</u> , CSL	<u>CIRAF Indonésie</u> , CSL	<u>CIRAF Indonésie</u> , RA, CSP	<u>CIRAF Philippines et bureau régional</u> , RAPID Growth
	Options d'aménagement paysager pour tester la composante 3			
Composante 4	<u>CIRAF Indonésie</u> et bureau régional	<u>CIRAF Indonésie</u> et bureau régional	<u>CIRAF Indonésie</u> et bureau régional, RA	<u>CIRAF Philippines</u> et bureau régional, RAPID Growth

Note: Les organisations dont le nom est souligné sont les interlocuteurs proposés pour chaque pays, produit de base et composante.

CSL: Coalition for Sustainable Livelihoods

CSP: Cocoa Sustainability Partnership

RA: organisation Rainforest Alliance/UTZ

RAPID Growth: Projet relatif aux partenariats ruraux d'activités agroalimentaires en faveur de la croissance et du développement inclusifs

² Le CIRAF est une institution membre du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.

READSI: Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole

12. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du projet

13. Le don du FIDA s'élève à 2,5 millions d'USD. Le cofinancement, d'un montant total de 2,09 millions d'USD, sera fourni en nature par le CIRAF (0,28 million d'USD) et Mars Incorporated (1,81 million d'USD).

Tableau 1

Coût par composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>CIRAF</i>	<i>Mars Incorporated</i>	<i>Total</i>
1. Instaurer un cadre propice au renforcement des systèmes et des normes de gestion environnementale et sociale afin de transformer de façon durable, inclusive et globale les filières de produits de base des petits agriculteurs	460	-	601	1 061
2. Mettre à l'essai et évaluer des technologies durables, des systèmes ou des normes de gestion environnementale et sociale, ainsi que des dispositifs de traçabilité dans les paysages ciblées	703	-	944	1 647
3. Établir des plans d'action pour la transposition à plus grande échelle et la généralisation des cultures produites de façon inclusive, durable et transparente par de petits agriculteurs	781	70	265	1 116
4. Coordonner les partenariats mondiaux et les activités de gestion des savoirs à des fins de sensibilisation, de reproduction et de transposition à plus grande échelle	218	39	-	257
5. Gestion du projet	108	172	-	280
Frais généraux/frais de gestion (8%)	180	-	-	180
Commission au titre du partage des coûts (2%)	50	-	-	50
Total	2 500	281	1 810	4 591

Tableau 2

Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>CIRAF</i>	<i>Mars Incorporated</i>	<i>Total</i>
1. Consultants	43	-	-	43
2. Équipement et matériel	21	-	-	21
3. Biens, services et intrants	247	-	394	641
4. Coûts de fonctionnement	161	40	339	540
5. Salaires et indemnités	745	241	464	1 450
6. Ateliers	53	-	324	377
7. Formation	28	-	289	317
8. Frais de voyage et indemnités	125	-	-	125
9. Dons subsidiaires	847	-	-	847
Frais généraux/frais de gestion (8%)	180	-	-	180
Commission au titre du partage des coûts (2%)	50	-	-	50
Total	2 500	281	1 810	4 591

VI. Recommandation

14. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet "Pour une agriculture durable dans les paysages tropicaux d'Asie", accordera un don de deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (2 500 000 USD) au Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) pour une période de cinq ans.

Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Facilitate the emergence of smallholders who are both entrepreneurs and environmental stewards benefiting from well-functioning agri-service providers and enabling environments for sustainable commodity value chains in Asia	<ul style="list-style-type: none"> Smallholders are entrepreneurs with profitable business portfolios that comply with agreed sustainability practices along value chains. Reforms in institutional and regulatory frameworks towards sustainable commodity value chains. 	<ul style="list-style-type: none"> Results from impact assessment study. Memoranda of Understanding, written agreements for joint activities/ 	
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> Environmental and social management systems/and or standards leveraged and properly framed to meet sustainability and strategic positioning in the global market. Increased participation of smallholders in value chains based on sustainably sourced-commodities in the targeted landscape. Scaling up of sustainable commodity value chains through strengthening the enabling environments by inclusive involvement of local governments and stakeholders. Integrated and effective knowledge and project management. 	<ul style="list-style-type: none"> Secured collaboration between relevant governmental agencies in two countries to invest in joint projects with civil society and private and public sector actors to implement resilient smallholder value chains by Q4. Number of smallholders that, by Q4, have adopted sustainable land management systems and standards. Number of small and medium enterprises that accelerate growth of socially and environmentally conscious business. Number of innovative approaches, good practices, lessons in supported policies and well-functioning institutions at local, provincial and national levels in two countries. 	<ul style="list-style-type: none"> Workshop reports. Documentation of roadmaps. Policy briefs. Manuals. Results from field-level Impact assessment study. Project reports, policy briefs and printed booklets describe innovations and good practices. Peer-reviewed publications and project reports. Government policy briefing notes, peer-reviewed publications and project reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Governments, smallholding farmers and investors are willing to expand sustainable management systems and/or standards. Local communities are not averse to major shifts in their livelihoods' and value-chain systems. Changes in government policy support sustainable management systems and/or standards in the agricultural sector
Outcomes/ Outputs	<ol style="list-style-type: none"> Supportive and operational policies and regulatory environments towards sustainable, inclusive and broad-scale transformation of smallholders through well-functioning national multi-stakeholder platforms. Technologies, business and innovative financing models, with specific focus on the needs of smallholders, youth and female entrepreneurship designed and field tested. Roadmaps to scale up and mainstream inclusive, sustainable and transparent smallholder commodity chains at subnational level developed. Landscape-level monitoring and evaluation systems, leveraging technology and data, developed and field tested. 	<ul style="list-style-type: none"> Number of multi-stakeholders working groups established to work on roadmaps to mainstream inclusive, sustainable and transparent smallholder commodity chains at national and subnational levels. Number of roadmaps with financial mechanisms and policy options developed and agreed. Number of behaviour-centred incentive mechanisms designed, and field tested for adoption of sustainable oil palm and cacao practices. Number of technical tools developed, and field tested to support effective planning, monitoring and evaluation of sustainable and inclusive value chains. 	<ul style="list-style-type: none"> Simplified and distilled information packages derived from research. Agreement on the implementation of ecosystem services' co-investment schemes. Measured level of participation of targeted stakeholders. 	<ul style="list-style-type: none"> Interact and participate in the process. Beneficiaries identified, willing to invest and providing accurate data. Governments and communities willing to collaborate with the project and share and learn knowledge.
Key activities by component	<ol style="list-style-type: none"> Identify and analyse the potential for leveraging environmental and social management systems and/or standards to upgrade and position the targeted commodity value chains on global markets. Identification and design of supportive value-chain governance arrangements, policy and regulatory environments at regional, national and local levels. Support in developing and further facilitating multi-stakeholder sustainability platforms to develop road maps and strategies. 	<ul style="list-style-type: none"> A synthesis report on upgrading and positioning sustainable commodity value chain. 10 documents for policy advocacy, including technical advisory notes (TANs). 18 seminars and/or training at district, provincial and national levels. 2 regional Asia-wide workshops initiating and synthesizing the project's findings and lessons. 2 national multi-stakeholder/national chapters facilitated. 	<ul style="list-style-type: none"> Documentation of training programmes and list of attendance at each training. List of officials from policy-formulating institutions trained. 	<ul style="list-style-type: none"> No foreseen changes in communities' structure and management. There will be a demand for such information and that would depend on the continuity of the government and development institutions' foci and programmes.

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	1.4. Provide technical assistances to regional cooperation bodies, national and subnational governments.			<ul style="list-style-type: none"> Recommendations prepared and IFAD available for engagement.
	<p>2.1. Stocktake and identify production management approaches and technologies, and assess farmers groups' and local governments' capacity to adopt and monitor sustainable practices along value chains in selected sites within the targeted landscapes.</p> <p>2.2. Facilitate and build capacity of smallholders to pilot and prepare business plans compliant with agreed sustainability systems and/or standards, and improve their resilience, and support in access to financing for main commodity, its by-product, and other commodities under agroforestry systems.</p> <p>2.3. Establish and test a traceability system that meets the requirements of sustainability standard verification and develop participatory monitoring systems coordinated by farmers' groups.</p> <p>2.4. Pilot and measure impact compliant with agreed sustainability management systems and/or standards.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 6,150 targeted smallholder adopters in 2 countries. 100 focus-group discussions conducted to investigate local knowledge. 24 community training sessions to sensitize business perspectives. 5 participatory and site-specific prototypes of business cases developed in each country with 50 focus-group discussions prior to the process. 500 smallholders with access to public and private investments. 	<ul style="list-style-type: none"> Documentation of training programmes. List of attendance at each training, differentiated by gender and age. List of females and males accessing funds. Documentation of smallholder business cases for cocoa and oil palm. 	
N	<p>3.1. Collect participatory data to feed into the development of appropriate land-use scenarios that match</p> <p>3.2. Develop land-use suitability maps and scenarios for targeted commodities and landscapes.</p> <p>3.3. Develop, test and evaluate sustainable landscape-level sourcing management systems.</p> <p>3.4. Conduct intervention planning and partnership building in developing and implementing sustainable and inclusive green growth plans for targeted landscapes.</p> <p>3.5. Pilot co-investment for ecosystem services and reward mechanisms to incentivize compliance at scale the scaling-up tools at the targeted landscape/jurisdictional level.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Information on drivers-pressure-state-impact-response to identify appropriate land-use scenarios. Spatial and tabular information on landscape commodity typologies for at least 6 jurisdictions. 30 consultative meetings with local stakeholders from government, academics, NGOs and private sector. 6 documents of agreed roadmaps and strategies in targeted jurisdictions. 2 traceability systems and tools developed (cocoa, oil palm). 	<ul style="list-style-type: none"> Working papers and scientific manuscripts. Documentation of meetings. List of meeting participants disaggregated by gender and age. Documentation of roadmaps and strategies. Guidelines for applying traceability systems. 	
	<p>4.1. Conduct and disseminate impact studies on the drivers of sustainable value-chain transformation.</p> <p>4.2. Establish a knowledge management system to effectively capture, distil and disseminate the knowledge generated from the project to target audiences and for internal learning.</p>	<ul style="list-style-type: none"> A knowledge management system established and functioning well. A communication and outreach strategy established and functioning well. A knowledge and data portal established and functioning well, including a complete database of publication materials, media, events. 	<ul style="list-style-type: none"> Recommendations on action plans provided to COSOP in the project's countries Project staff present at IFAD workshops and meetings. Documentations of events in writing and audiovisual. Documentation of knowledge-sharing events and webinars, including list of participants disaggregated by gender. 	
	5.1. Develop M&E system, manage and monitor project progress in a timely and effective manner.	<ul style="list-style-type: none"> Management and monitoring system established and functioning well. 	<ul style="list-style-type: none"> M&E system established Supervision Missions and related Aide Memoires and Grant Status Reports (GSRs) 	